

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 20. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/15710]

12 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2018 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 1^{er} juin 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport ;

2^o administration : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française (Adeps) ;

3^o Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les sports dans ses attributions ;

4^o animateur sportif : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet d'animateur sportif, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est d'animer et de fidéliser à la pratique sportive, sans toutefois pouvoir développer un apprentissage structuré, organisé ou formalisé, dont l'action se focalise sur la pratique globale visant le développement des habiletés motrices générales, préparatoires à la pratique spécifique d'un groupe ou d'une famille de disciplines ou d'une discipline, sans verser dans la spécialisation, et qui encadre les sportifs de tous âges, pratiquants « loisir », novices et débutants, à la recherche de découverte d'activités physiques et sportives ;

5^o moniteur sportif initiateur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif initiateur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est d'animer, d'initier et de fidéliser à la pratique sportive et qui encadre les sportifs de tous âges, pratiquants « loisir », novices et débutants, ainsi que les sportifs en phase de formation de base, en continuant à développer les habiletés motrices générales et en développant progressivement les habiletés motrices spécifiques ;

6^o moniteur sportif éducateur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif éducateur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est de développer et de perfectionner les habiletés motrices spécifiques individuelles ou collectives, ainsi que de former et de consolider les bases de la performance et qui encadre les sportifs de tous âges, en phase de formation et plus particulièrement en phase de consolidation des fondamentaux de la discipline ;

7^o moniteur sportif entraîneur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif entraîneur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est de systématiser et d'optimiser l'entraînement pour performer et qui encadre les sportifs de tous âges, en fonction de la discipline, qui sont en phase de systématisation et d'optimisation d'entraînement, ainsi que les sportifs de haut niveau.

CHAPITRE 2. — De la demande de subvention

Art. 2. Toute demande de subvention est introduite auprès de l'administration, via le formulaire disponible sur le site Internet de celle-ci.

Sous peine d'irrecevabilité, la demande comprend :

1^o l'identification précise du bénéficiaire et les coordonnées d'une ou de plusieurs personnes de contact ;

2^o la présentation générale du module ou du programme sportif ;

3^o la définition de l' (des) objectif(s) recherché(s) en terme spécifique, mesurable, atteignable, réalisable, temporellement défini et la manière dont sa (leur) réalisation sera évaluée ;

4^o l'explication de la plus-value apportée par le module ou le programme sportif par rapport au fonctionnement habituel et aux activités quotidiennes du bénéficiaire dans le cadre de son objet social ;

- 5° le programme détaillé du module ou du programme sportif ;
- 6° la(les) date(s) et l'(les) horaire(s) de(s) activité(s) ;
- 7° l'identification des infrastructures sportives et du lieu où se déroulent les activités sportives ;
- 8° les moyens de communication et de promotion des activités ;
- 9° pour les cercles sportifs, l'identification d'au moins un arbitre ou un juge officiel, pour autant que la discipline le requière ;
- 10° le niveau de qualification du personnel prévu pour l'encadrement pédagogique des activités ;
- 11° le nombre maximum de participants prévus, la tranche d'âge et le(s) sexes(s) concerné(s) ;
- 12° les moyens mis en œuvre pour remplir les objectifs définis ;
- 13° la déclaration sur l'honneur de couverture par une assurance en responsabilité civile et dommages corporels ;
- 14° la déclaration sur l'honneur de disposition d'un défibrillateur externe automatique de catégorie 1.

Toute modification de la date ou de l'horaire de l'activité mentionnés dans la demande de subvention est communiquée à l'administration, au minimum quinze jours avant le début de l'activité.

Art. 3. La demande de subvention est introduite par le bénéficiaire auprès de l'administration au minimum quatre mois avant le début du module ou du premier module du programme sportif pour lequel la subvention est sollicitée.

Art. 4. Dans les quinze jours de la réception de la demande de subvention, l'administration en contrôle la recevabilité.

Si la demande n'est pas complète, l'administration invite le bénéficiaire à lui fournir les informations manquantes dans un délai de dix jours.

Art. 5. Le Ministre statue sur la demande de subvention et notifie sa décision au demandeur dans les trois mois à compter de la réception de la demande.

CHAPITRE 3. — *Du niveau de qualification de l'encadrement pédagogique*

Art. 6. Le niveau de qualification minimum de l'encadrement pédagogique est fixé pour chaque cadre d'intervention dans l'annexe 1.

Lorsque, dans le cadre d'une activité correspondant au cadre d'intervention I, plusieurs membres de l'équipe d'encadrement disposent d'un niveau de qualification défini à l'annexe 1, le montant horaire de la subvention est fixé sur la base du niveau de qualification le plus élevé parmi les membres qui assurent l'encadrement effectif.

Lorsque dans le cadre d'une activité correspondant au cadre d'intervention I, l'encadrement effectif est assuré par le détenteur d'un brevet d'animateur sportif, celui-ci doit impérativement fonctionner sous la supervision d'un cadre pédagogique d'un niveau de qualification supérieur.

Les qualifications d'animateur sportif, de moniteur sportif initiateur, de moniteur sportif éducateur et de moniteur sportif entraîneur requises dans l'annexe 1^{re} sont celles qui portent sur la discipline sportive spécifique du module ou du programme sportif concerné.

CHAPITRE 4. — *De la subvention*

Art. 7. § 1^{er}. Le montant du forfait horaire est fixé pour chaque cadre d'intervention dans l'annexe 1.

§ 2. Chaque module est subventionné à concurrence de maximum 25 heures.

§ 3. Un cercle sportif affilié à une fédération sportive reconnue par la Communauté française peut obtenir une subvention soit pour un maximum de quatre modules distincts par an, soit pour un seul programme sportif par an.

Un module distinct supplémentaire peut être subventionné pour autant qu'il réponde à l'une des orientations prioritaires fixées par le Gouvernement.

Chaque programme sportif d'un cercle sportif visé à l'alinéa 1^{er} comprend un minimum de deux modules et un maximum de quinze modules.

Une majoration de la subvention à hauteur de 10 % est octroyée dans le cadre de l'organisation d'un programme sportif entièrement réalisé.

§ 4. Une administration communale ou une association sans but lucratif à laquelle la commune, directement ou par l'intermédiaire de mandataires ou de tiers agissant en sa qualité de représentant de la commune, confie la mise en œuvre de la politique sportive communale peut obtenir une subvention soit pour un maximum de quatre modules distincts par an, soit pour un seul programme sportif par an.

Un module distinct supplémentaire peut être subventionné pour autant qu'il réponde à l'une des orientations prioritaires fixées par le Gouvernement.

Chaque programme sportif d'une administration communale ou d'une association visée à l'alinéa 1^{er} comprend un minimum de deux modules.

Le nombre maximum de modules par programme sportif d'une administration communale ou d'une association visée à l'alinéa 1^{er} est fonction de la population de la commune :

- 1° 6 pour les communes de moins de 10.000 habitants ;
- 2° 10 pour les communes entre 10.000 et 20.000 habitants ;
- 3° 15 pour les communes de plus de 20.000 habitants.

Une majoration de la subvention à hauteur de 10 % est octroyée dans le cadre de l'organisation d'un programme sportif entièrement réalisé.

§ 5. Un centre sportif local ou un centre sportif local intégré visé par le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégré peut obtenir une subvention pour un seul programme sportif par an.

Chaque programme sportif d'un centre sportif visé à l'alinéa 1^{er} comprend un minimum de deux modules et un maximum de quinze modules.

§ 6. Une fédération sportive reconnue par la Communauté française peut obtenir une subvention pour un seul programme sportif par an.

Chaque programme sportif d'une fédération sportive visée à l'alinéa 1^{er} comprend un minimum de deux modules et un maximum de quinze modules.

Art. 8. La subvention est liquidée, sous réserve de l'avis favorable de l'administration quant au respect des conditions de subventionnement, et après réception, dans un délai de deux mois à dater de la fin de chaque module, qu'il soit autonome ou qu'il fasse partie d'un programme sportif, d'un rapport d'évaluation qualitatif et quantitatif dont le modèle est établi par l'administration.

Tous les éléments de nature à permettre la vérification des qualifications et titres du personnel d'encadrement visé à l'article 6 ainsi que les pièces justificatives des dépenses et des recettes sont tenus à la disposition de l'administration.

La majoration de la subvention visée à l'article 8, §§ 3 et 4, est liquidée à l'issue du programme sportif entièrement réalisé sous réserve qu'il ait fait l'objet d'un avis favorable de l'administration pour chaque module.

Art. 9. L'octroi d'une subvention entraîne pour le bénéficiaire l'obligation de mentionner explicitement, à toutes occasions, l'intervention de l'administration et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de toutes les publications et communications publiques, notamment les affiches, programmes, communiqués de presse, rapports et déclarations publiques.

Art. 10. Le montant budgétaire global disponible est réparti en seizièmes comme suit :

1° trois seizièmes maximum sont consacrés aux activités organisées durant le premier trimestre ;

2° quatre seizièmes maximum sont consacrés aux activités organisées durant le deuxième trimestre ;

3° six seizièmes maximum sont consacrés aux activités organisées durant le troisième trimestre ;

4° trois seizièmes maximum sont consacrés aux activités organisées durant le dernier trimestre.

Les crédits budgétaires non utilisés pour un trimestre se répartissent sur les trimestres suivants.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 12. Le Ministre ayant les Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

ANNEXE 1.

Cadres d'intervention	Niveaux de qualification minimum		Montant par heure d'activité sportive encadrée
	Titres nouveaux	Titres anciens	
Cadre d'intervention I Animation et promotion Général ou spécifique	Animateur sportif (spécifique) ou Moniteur sportif initiateur (spécifique) ou Bachelier AESI, sous-section éducation physique ou Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique	/ Niveau 1 (initiateur) ou AESI éducation physique ou AESS éducation physique	15 € 20 € 20 € 20 €
Cadre d'intervention II Initiation Spécifique	Moniteur sportif initiateur ou Bachelier AESI sous-section éducation physique ou Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique	Niveau 1 (initiateur) ou AESI éducation physique ou AESS éducation physique	23 €

Cadres d'intervention	Niveaux de qualification minimum		Montant par heure d'activité sportive encadrée
	Titres nouveaux	Titres anciens	
Cadre d'intervention III Perfectionnement Spécifique	Moniteur sportif éducateur ou Bachelier AESI sous-section éducation physique ou Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique	Niveau 2 (aide-moniteur) ou AESI éducation physique ou AESS éducation physique	26 €
Cadre d'intervention IV Entraînement Spécifique	Moniteur sportif entraîneur ou Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique, finalité entraînement du sportif	Niveau 3 (moniteur) ou niveau 4 (entraîneur) /	30 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du 12 décembre 2018 du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15710]

12 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 14 november 2018 inzake de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en -programma's voor de promotie en ontwikkeling van sport

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 november 2018 inzake de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en -programma's voor de promotie en ontwikkeling van sport, artikel 3, 3° en 4°;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 mei 2018;

Gelet op het advies van de Hoge Sportraad, gegeven op 1 juni 2018;

Gelet op de aanvraag om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn werd meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 14 november 2018 inzake de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en -programma's voor de promotie en ontwikkeling van sport;

2° administratie: de algemene administratie voor sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap (Adeps);

3° Minister: de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor sport;

4° sportanimator: begeleider van sportactiviteiten, titularis van het brevet van sportanimator, uitgereikt door de administratie, met als wezenlijk doel het animeren en het ontwikkelen van sportbinding, zonder echter een gestructureerd leren, georganiseerd of geformaliseerd, binnen het kader van een actie gericht op de globale praktijk met als doel het ontwikkelen van algemene motorische vaardigheden, voorafgaand aan de specifieke praktijk van een groep of familie van disciplines of een discipline, zonder specialisatie, en de begeleiding van atleten van alle leeftijden, recreatieve beoefenaars, nieuwelingen en beginners, op zoek naar ontdekking van fysieke en sportieve activiteiten;

5. initiator sportbegeleider: begeleider van sportactiviteiten, titularis van het brevet van initiator sportbegeleider, uitgereikt door de administratie, met als wezenlijk doel het animeren, het initiëren en het ontwikkelen van sportbinding, ter omkadering van sportbeoefenaars van elke leeftijd, recreatieve beoefenaars, nieuwelingen en beginners, alsook sportbeoefenaars die een basisopleiding krijgen, met het oog op het ontwikkelen van algemene motorische vaardigheden en het ontwikkelen, geleidelijk aan, van specifieke motorische vaardigheden;

6. opvoeder sportbegeleider: begeleider van sportactiviteiten, titularis van het brevet van opvoeder sportbegeleider, uitgereikt door de administratie, met als wezenlijk doel het ontwikkelen en verstevigen van collectieve en individuele specifieke motorische vaardigheden, alsook het opleiden en consolideren van de basissen van de prestatie en die sporters van alle leeftijden, in de trainingsfase en inzonderheid in de consolidatiefase van de grondbeginselen van de discipline omkadert;

7. coach sportbegeleider: begeleider van sportactiviteiten, titularis van het brevet van coach sportbegeleider, uitgereikt door de administratie, met als wezenlijk doel het systematiseren en optimaliseren van de training om de prestatie te verhogen en welke atleten van alle leeftijden, afhankelijk van de discipline, die ernaar streven de training te systematiseren en optimaliseren, evenals topsporters.

HOOFDSTUK 2. — *Aanvraag om subsidiëring*

Art. 2. Alle subsidieaanvragen worden bij de administratie ingediend via het formulier dat beschikbaar is op de website van de administratie.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid omvat de aanvraag:

- 1 ° de precieze identificatie van de begunstigde en de contactgegevens van een of meer contactpersonen;
- 2 ° de algemene presentatie van de sportmodule of het sportprogramma;
- 3 ° de definitie van de nagestreefde doelstelling (en) in specifieke, meetbare, haalbare, verwezenlijkbare, tijdelijk gedefinieerde termen en de manier waarop de (hun) verwezenlijking ervan geëvalueerd zal worden;
- 4 ° de uiteenzetting van de toegevoegde waarde van de sportmodule of het sportprogramma met betrekking tot de normale werking en dagelijkse activiteiten van de begunstigde in het kader van zijn maatschappelijk doel;
- 5 ° het gedetailleerde programma van de sportmodule of het sportprogramma;
- 6 ° de datum (data) en de planning (en) van de activiteit (en);
- 7 ° de identificatie van de sportinfrastructuren en de plaats waar de sportactiviteiten plaatsvinden;
- 8 ° de middelen voor communicatie en promotie van activiteiten;
- 9 ° voor sportverenigingen, de identificatie van ten minste één scheidsrechter of een officiële rechter, voor zover de discipline dit vereist;
- 10 ° het kwalificatieniveau van het personeel voor de pedagogische omkadering van de activiteiten;
- 11 ° het maximumaantal verwachte deelnemers, de leeftijdsgroep en het geslacht (de geslachten);
- 12 ° de middelen die worden ingezet om de omschreven doelstellingen te bereiken;
- 13 ° de verklaring op eer van de dekking door een verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid en lichamelijke letsels;
- 14 ° de verklaring op eer betreffende de terbeschikkingstelling van een automatische externe defibrillator categorie 1.

Elke wijziging in de datum of het tijdstip van de activiteit vermeld in de subsidieaanvraag wordt ten minste vijftien dagen vóór de aanvang van de activiteit aan de administratie meegedeeld.

Art. 3. De subsidieaanvraag wordt door de begunstigde ingediend bij de administratie ten minste vier maanden vóór de aanvang van de module of eerste module van het sportprogramma waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Art. 4. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag controleert de administratie de ontvankelijkheid ervan.

Als het verzoek onvolledig is, verzoekt de administratie de begunstigde om de ontbrekende informatie binnen de tien dagen te verstrekken.

Art. 5. De Minister beslist over de subsidieaanvraag en stelt de aanvrager binnen de drie maanden na ontvangst van de aanvraag in kennis van zijn beslissing.

HOOFDSTUK 3. — *Kwalificatieniveau van de pedagogische omkadering*

Art. 6. Het minimumkwalificatieniveau van de pedagogische omkadering wordt voor elk kader van optreden in bijlage 1 vastgesteld.

Wanneer, in het kader van een activiteit die overeenkomt met het kader van optreden I, verschillende leden van het managementteam een kwalificatieniveau hebben dat is gedefinieerd in bijlage 1, wordt het uurbedrag van de subsidie vastgesteld op het hoogste kwalificatieniveau van de leden die effectief omkadering verlenen.

Wanneer in het kader van een activiteit die overeenkomt met het kader van optreden I, de effectieve omkadering wordt gewaarborgd door de titularis van een brevet van sportanimator, moet deze verplicht onder toezicht werken van een pedagogisch kaderlid van een hoger kwalificatieniveau.

De kwalificaties van sportanimator, initiator sportbegeleider, opvoeder sportbegeleider en coach sportbegeleider zoals vereist in bijlage 1, zijn die welke betrekking hebben op de specifieke sportdiscipline van de bedoelde module of het bedoelde sportprogramma.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidie*

Art. 7. § 1. Het bedrag van het uurtarief wordt vastgesteld voor elk kader van optreden in bijlage 1.

§ 2. Elke module wordt gesubsidieerd ten belope van een maximum van 25 uur.

§ 3. Een sportclub aangesloten bij een door de Franse Gemeenschap erkende sportfederatie kan een subsidie krijgen voor een maximum van vier afzonderlijke modules per jaar, of voor een enkel sportprogramma per jaar.

Een bijkomende afzonderlijke module kan worden gesubsidieerd, mits deze aan een van de prioriteiten van de Regering beantwoordt.

Elk sportprogramma van een sportclub als bedoeld in lid 1 bestaat uit minimaal twee modules en maximaal vijftien modules.

Een verhoging van de subsidie met 10 % wordt toegekend in het kader van de organisatie van een volledig verwezenlijkt sportprogramma.

§ 4. Een gemeentebestuur of een vereniging zonder winstoogmerk waaraan de gemeente, rechtstreeks of via mandatarissen of derden die in zijn/hun hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente optreedt/optreden, de uitvoering van het gemeenschappelijk sportbeleid toevertrouwt, kan een subsidie krijgen ofwel voor een maximum van vier afzonderlijke modules per jaar, ofwel voor een enkel sportprogramma per jaar.

Een bijkomende afzonderlijke module kan worden gesubsidieerd, mits deze aan een van de prioriteiten van de Regering beantwoordt.

Elk sportprogramma van een gemeentebestuur of vereniging bedoeld in het eerste lid omvat minimaal twee modules.

Het maximaal aantal modules per sportprogramma van een gemeentebestuur of een vereniging als bedoeld in lid 1 is afhankelijk van de bevolking van de gemeente:

- 1 ° 6 voor gemeenten met minder dan 10.000 inwoners;
- 2 ° 10 voor gemeenten tussen 10.000 en 20.000 inwoners;
- 3 ° 15 voor gemeenten met meer dan 20.000 inwoners.

Een verhoging van de subsidie met 10% wordt toegekend in het kader van de organisatie van een volledig verwezenlijkt sportprogramma.

§ 5. Een lokaal sportcentrum of geïntegreerd lokaal sportcentrum bedoeld bij het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, kan jaarlijks een subsidie voor een enkel sportprogramma krijgen.

Elk sportprogramma van een sportcentrum als bedoeld in lid 1 omvat minimaal twee modules en maximaal vijftien modules.

§ 6. Een sportfederatie erkend door de Franse Gemeenschap kan een subsidie krijgen voor een enkel sportprogramma per jaar.

Elk sportprogramma van een sportfederatie als bedoeld in lid 1 omvat minstens twee modules en ten hoogste vijftien modules.

Art. 8. De subsidie wordt uitbetaald, onder voorbehoud van het gunstige advies van de administratie over de naleving van de subsidievoorwaarden, en na ontvangst, binnen twee maanden na het einde van elke module, of deze autonoom is of een onderdeel is van een sportprogramma, van een kwalitatief en kwantitatief evaluatieverslag, waarvan het model door de administratie wordt vastgesteld.

Alle elementen aan de hand waarvan de kwalificaties en bekwaamheidsbewijzen van het in artikel 6 bedoelde omkaderingspersoneel kunnen worden nagekeken, alsmede de bewijsstukken voor de uitgaven en ontvangsten, worden ter beschikking van de administratie gesteld.

De verhoging van de subsidie als bedoeld in artikel 8, §§ 3 en 4, wordt op het einde van het volledig verwezenlijkte sportprogramma uitbetaald, op voorwaarde dat de administratie voor elke module van het programma een gunstig advies heeft uitgebracht.

Art. 9. De toekenning van een subsidie houdt voor de begunstigde de verplichting in om in alle gevallen expliciet melding te maken van de tussenkomst van de administratie en van de Fédération Wallonie-Bruxelles in het kader van alle publicaties en openbare mededelingen, inzonderheid posters, programma's, persberichten, verslagen en publieke verklaringen.

Art. 10. Het globale beschikbare begrotingsbedrag wordt als volgt in zestiende verdeeld:

- 1 ° een maximum van drie zestiende wordt besteed aan activiteiten die in het eerste kwartaal worden georganiseerd;
- 2 ° een maximum van vier zestiende wordt besteed aan activiteiten georganiseerd in het tweede kwartaal;
- 3 ° een maximum van zes zestiende wordt besteed aan activiteiten die in het derde kwartaal worden georganiseerd;
- 4 ° een maximum van drie zestienden wordt besteed aan de activiteiten die in het laatste kwartaal worden georganiseerd.

Ongebruikte begrotingskredieten voor een kwartaal zijn verdeeld over de volgende kwartalen.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE